

Références und Initialen

i.A.22.14.7.3. - HK/is

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

 Ja
 Nein

Priorität

 Norm.
 Dring.
 Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Presse und Info.

Seite-Nr.

1

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------

wochentx

Wochentelex 42/86

v e r t r a u l i c h

UNESCO

Consultations Ambassadeur Muheim les 6 et 7 octobre 1986 à Paris, en marge réunion Conseil exécutif UNESCO, ont coïncidé avec annonce Directeur général M'Bow qu'il n'est 'pas-demandeur' pour un troisième mandat. Cette formulation quelque peu passive et sans doute volontairement ambiguë laisse naturellement porte ouverte à hypothèse que M. M'Bow vise en réalité une réélection, estimant qu'elle est plus facile à obtenir en se désistant maintenant et escomptant que, faute de candidat incontestable, on pourrait en fin de compte quand même faire appel à lui. Cependant, l'opinion prévaut à Paris que le sort de M. M'Bow est maintenant définitivement scellé, car sa décision repose sans doute aussi sur une analyse lucide de ses chances. A cet égard, une importance majeure est attribuée à l'échec qu'il a subi à Harare, où, malgré des efforts semble-t-il intenses, le Directeur général n'a pas pu obtenir, comme à l'OUA, une résolution du sommet des non-alignés en sa faveur.

En tout état de cause, une lourde hypothèque est levée et les autres candidats potentiels peuvent maintenant se manifester sans crainte de heurter les sentiments des Africains. Plusieurs noms sont géné-

Datum: 13.10.86
 Tel. intern 30.66

Visum:

1 150 000 24665



Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

2

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

ralement cités, mais deux se dégagent avec plus d'autorité, à savoir celui de l'actuel Premier Ministre de Finlande, Sorsa, et du Ministre des affaires étrangères de l'Uruguay, Iglesias.

Entretiens Muheim avec son homologue au Quai d'Orsay, Jean-Pierre Masset, ont par ailleurs montré que la France reste pour nous le plus solide appui pour le maintien du rôle international de Genève qui, pour diverses raisons, notamment financières, pourrait bien être plus sérieusement menacé qu'on ne le pense habituellement.

26ème Assemblée générale de l'OACI, Montréal 30.9. - 10.10.1986

(Résumé)

Les travaux se sont dans l'ensemble déroulés dans l'esprit constructif et technique traditionnel à cette organisation. Bien que les débats aient été plus politisés que lors des précédentes assemblées générales.

Pour la Suisse, l'un des moments importants a été son élection, pour la première fois, au Conseil de l'OACI (33 membres). Candidate officielle du Groupe Bénélux, Autriche, Suisse, elle a été très bien élue (123 voix) dans le 2ème groupe. Notre pays sera représenté au cours des trois prochaines années par M. Philippe Rochat, ancien directeur commercial de l'aéroport de Genève.

Letzte
Zeile

1 150 000 24665

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

3

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Dans le domaine politique, l'assemblée générale a adopté par 87 voix contre 12 et 19 abstentions résolution concernant l'Afrique du Sud, priant instamment tous les Etats contractants d'interdire les liaisons aériennes avec l'Afrique du Sud et de suspendre ou dénoncer les accords bilatéraux de transport aérien. Suisse a voté contre cette résolution en rappelant sa position vis-à-vis de l'Apartheid mais en soulignant que l'OACI n'est, en vertu même de la convention de Chicago, pas le forum approprié pour débattre de questions aussi politiques.

Israel également a fait l'objet d'une résolution demandant au Conseil de prendre des mesures si ce pays commettait à l'avenir un nouvel acte d'intervention illicite contre le transport aérien civil international. Suisse, avec nombreux autres pays, s'est abstenue.

Une confrontation Iran - Irak a pu être évitée, bien que le sujet ait été souvent évoqué.

Dans le secteur technique, résolutions importantes ont été adoptées sur la sûreté de l'aviation (ouverte de la procédure visant à l'élaboration d'une nouvelle convention contre le terrorisme dans les aéroports, initiative canadienne activement soutenue par la Suisse) ainsi que sur le bruit (retrait des avions les plus bruyants).

Letzte
Zeile

150 000 24665

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

4

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Enfin, l'Assemblée a constaté avec satisfaction que les comptes financiers de l'OACI présentaient un solde positif et a approuvé des budgets en décroissance réelle pour 1987-1989.

(Le rapport complet de la délégation suisse sur les travaux de la 26e assemblée générale de l'OACI figure en partie II)

Libération de Hans Kuenzli aux Philippines

M. Hans Kuenzli, citoyen suisse enlevé le 19 juillet 1986 à Zamboanga City, a été remis dans un premier temps à des représentants de la NAFP (New armed forces of the Philippines) le 10 octobre 1986. Après contrôle médical, il a été pris en charge par notre Ambassade à Manille qui l'a fait acheminer sur Zurich le 12 octobre.

Aucune rançon de quelque nature que ce soit n'a été versée pour obtenir la libération de M. Kuenzli. L'heureuse issue de cette affaire, dont on ne peut que se féliciter, nous confirme dans notre attitude de refus du marchandage dans de cas de ce genre.

BRUNNER.

NNNN

Letzte
Zeile

1 150 000 24665

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum:

TEIL II26e assemblee de l'organisation
de l'aviation civile internationale
(oaci), montreal, 30
septembre - 10 octobre 1986

1. les travaux de la 26e assemblee de l'oaci, auxquels ont participe 142 des 156 etats contractants, se sont deroules dans l'esprit constructif de cooperation technique qu'on connaissait a cette organisation, meme si les debats ont ete plus politises que lors des dernieres assemblees. face aux revendications toujours plus nombreuses des pays du tiers-monde, les etats membres de la commission europeenne de l'aviation civile (ceac) ont fait preuve d'une conesion assez remarquable, a l'exception toutefois de la turquie, de chypre, de malte et de la yougoslavie, souvent dissidentes.
2. les elections au conseil, qui compte 33 membres, ont permis a la suisse d'etre representee pour la premiere fois en son sein. candidate officielle d'un groupe forme des pays du benelux, de la suisse et de l'autriche, la suisse a ete extremement bien elue dans le 2e groupe (4e position) avec 123 voix. c'est monsieur philippe rochat, ancien directeur commercial de l'aeroport de geneve, qui representera le groupe au sein du conseil de l'oaci au cours des trois prochaines anees.

L'equilibre geographique au sein du conseil a ete maintenu, mais l'election de cuba a la place de la jamaque et le maintien de l'irak au sein du conseil risquent, a terme, de politiser les travaux du conseil.
3. les debats sur les questions politiques ont longtemps occupe le comite executif et l'assemblee en seance pleniere. si l'on a pu eviter une confrontation iran-irak, bien que le sujet ait ete evoque a plusieurs reprises, le debat sur les mesures a prendre contre israel a debouche sur une decision de l'assemblee chargeant le conseil de prendre des mesures dans le cas ou israel commettrait a nouveau un acte d'intervention illicite contre le transport aerien civil international, comme la capture ou le detournement d'un aeronef. lors du vote au comite executif, la suisse s'est abstenue, comme 37 autres pays (dont la plupart des europeens). les etats-unis ont ete les seuls a soutenir israel et a s'opposer au projet de resolution, qui obtint 68 voix favorables.

mais la principale resolution politique prise par l'assemblee concerne l'afrique du sud, par 87 voix contre 12 (belgique, france, rfa, italie, luxembourg, pays-bas, portugal, afrique du sud, espagne, suisse, royaume-uni, etats-unis) et 19 abstentions (dont l'autriche, le canada, le danemark, la finlande, la grece, l'irlande, l'islande, la cote d'ivoire, le japon, la norvege, et la suedes), le comite executif a decide de proposer a l'assemblee (qui l'enterina) de prier "instamment tous les etats contractant d'interdire les liaisons aeriennes avec l'afrique du sud et de suspendre l'application des accords bilateraux de transport aerien conclus avec l'afrique du sud ou de denoncer ces accords". la suisse a fait une declaration avant le vote.

4. dans le domaine des competences normales de l'oaci, des resolutions importantes ont ete prises dans le domaine de la surete de l'aviation et dans celui du bruit. l'assemblee a charge le conseil d'intensifier ses travaux dans le domaine de la surete et accepte d'ouvrir la longue procedure qui devrait conduire a l'elaboration d'une nouvelle convention contre le terrorisme dans les aeroports (initiative canadienne activement soutenue par la suisse). dans le domaine du bruit, l'assemblee a decide de maintenir les dates de retrait des avions les plus bruyants (dc-8) mais de ne pas prendre de mesures a l'encontre des avions de 2e generation (dc-9) avant la prochaine assemblee (1989).
5. enfin, l'assemblee a constate avec satisfaction que les comptes financiers de l'oaci presentent un solde positif, malgre les retards de paiement en augmentation, et a approuve des budgets en decroissance en termes reels pour les annees 1987 - 1989."

Le Comité Exécutif en Session Spéciale (CESS) de l'OCDE a tenu, les 9 et 10 octobre 1986, sa 51^{ème} Réunion. Comme d'habitude, le CESS était présidé par M. Ruggiero, par ailleurs sherpa italien, qui sera à ce titre chargé d'organiser le prochain Sommet des sept plus grands pays industrialisés qui aura lieu à Venise en début juin 1987. Après avoir procédé rapidement à l'examen de la situation économique, le CESS s'est surtout penché sur les résultats atteints par la conférence ministérielle du GATT de Punta del Este ainsi que sur la problématique de l'agriculture. Il a abordé brièvement les relations économiques Est/Ouest, les activités du Groupe Nord/Sud et la question de l'ajustement des structures.

Situation économique: intervenant quelques jours seulement après les réunion FMI/BIRD de Washington, le traitement de ce point a été rapide. Dans son introduction, le Secrétariat a présenté une mise à jour de ses prévisions du mois de mai dernier en constatant qu'au delà du flottement conjoncturel intervenu dans la plupart des pays pendant le premier semestre de cette année, les attentes pour sa seconde moitié ainsi que pour 1987 sont dans l'ensemble positives. Dans une croissance modérée avec une inflation largement sous contrôle, le Secrétariat base son optimisme sur une continuation de la demande interne surtout en Europe et au Japon se substituant progressivement à l'effritement de la demande externe. Ceci étant, le problème des déséquilibres, notamment extérieurs, demeure et il ne fait pas de doute - et cela reflète le sentiment de ceux qui se sont exprimés - qu'il faut du temps afin que la forte baisse du cours du dollar se traduise sur l'ajustement interne. C'est dans ce sens que le Président a conclu les discussions sur un appel à ne pas laisser l'impatience prendre le dessus et à laisser au temps la possibilité d'indiquer qu'une réorientation est en cours.

Conférence ministérielle du GATT: deux semaines et demi après l'aboutissement de la Conférence de Punta del Este, le CESS a eu l'occasion, en tant que premier organe de haut niveau à l'OCDE, d'une part de procéder à une évaluation des résultats acquis à cette conférence et, d'autre part, de traiter du rôle et des activités de l'OCDE en guise d'accompagnement du nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales. D'une façon générale, tous les intervenants se sont félicités du succès enregistré en Uruguay et ont notamment remercié la Suisse pour le rôle constructif qu'elle avait joué à cette occasion. Ouvrant les débats, le Secrétaire d'Etat Sommaruga a indiqué en quoi la déclaration de Punta del Este pouvait être considérée comme un succès quant à la substance (mandat de négociation, stand-still, nécessité de réformer le système en tant que tel). Les résultats obtenus résultaient largement d'un mouvement qui a fini par rassembler plus de soixante parties contractantes de petite ou moyenne grandeur. Pour la Suisse, le rôle de l'OCDE ne doit pas consister à préparer une position de groupe pour l'ensemble des pays de la zone OCDE mais doit consister en un travail analytique, intellectuel et conceptuel, en s'appuyant notamment sur l'expérience acquise à l'OCDE en matière principalement de services, d'investissements et d'agriculture. Le CESS est convenu de ne pas s'immiscer ni dans l'organisation ni dans le processus des négociations du GATT. En outre, il a admis la nécessité de

conserver, pour les activités de l'OCDE, toute la flexibilité nécessaire en fonction des priorités et des problèmes qui se dégageront à Genève. Enfin, le besoin d'une coordination plus poussée au sein de l'OCDE a été admis.

Agriculture: suite à la réunion ministérielle d'avril dernier, ainsi qu'au Sommet de Tokyo, le CESS a mené une discussion fort intéressante sur les graves problèmes régnant dans les échanges de produits agricoles, problèmes eux-mêmes causés par des facteurs structurels à l'intérieur des pays membres. Le CESS a fait le point des différents travaux menés au sein de l'Organisation et dont les résultats seront présentés à la réunion ministérielle du printemps 1987 (échanges, aménagement des structures et aspects macro-économiques). Tous les intervenants ont reconnu la gravité de la situation résultant d'une large inadéquation entre l'offre et la demande, due à de gros surplus de production provoqués notamment par l'augmentation de la productivité due aux progrès techniques. Le Secrétaire général Paye présentera au cours de ces prochains mois des propositions d'action qui compléteront les travaux analytiques du Secrétariat. Toutes les délégations qui ont pris la parole, y compris la délégation suisse, reconnaissent l'urgence du problème, la nécessité de réformes à entreprendre de manière parallèle avec un burden-sharing entre pays membres et l'importance de la prise de conscience par l'opinion publique. L'idée, d'origine canadienne, de créer un groupe restreint en dehors de l'influence des gouvernements n'a été que faiblement soutenue. Pour le Canada, l'horizon temporel se divise en trois:

- 1) long terme (aménagement des structures)
- 2) moyen terme (travaux au GATT)
- 3) court terme (problème des surplus: recherche de solutions qui soient compatibles avec les orientations pour les moyen et long termes).

Il est d'ores et déjà établi que l'agriculture constituera un des points essentiels de la prochaine réunion ministérielle de l'OCDE (probablement en mai).

Groupe Nord/Sud: le président Graham a fait rapport sur l'activité récente du Groupe Nord/Sud. Le mandat de ce dernier sera prochainement prolongé par le Conseil. Dans l'avenir immédiat, le Groupe se penchera sur la préparation de la CNUCED VII.

Ajustement des structures: le CESS a pris note de l'état d'élaboration des travaux de l'OCDE en matière d'aménagement des structures. Cette question sera un autre point fort de la conférence ministérielle de 1987.

Relations économiques Est/Ouest: un échange de vues restreint entre chefs de délégations a permis d'évoquer l'évolution récente intervenue du côté des pays de l'Est.

Pourparlers sur les questions européennes à Oslo (9.10.86) et à Stockholm (10.10.86)

La Déclaration du 15.9.86 du Conseil des ministres des affaires étrangères des CE sur la collaboration CE/AELE, l'action parallèle AELE/CE dans le cadre du livre blanc de la CEE sur l'achèvement du marché intérieur et la réunion ministérielle de l'AELE en décembre 1986 étaient au centre des entretiens que l'Ambassadeur Lévy a eus à Oslo avec M. Kjell-Martin Frederiksen, Secrétaire général du Ministère du commerce de la Norvège, pays président ce semestre-ci l'AELE, et à Stockholm avec MM. Croneborg et Sohlmann, Chefs des Divisions I et II de la Division du commerce du MAE suédois.

En ce qui concerne la Déclaration du 15.9.86, les interlocuteurs ont relevé avec intérêt le rôle croissant du Conseil dans le dialogue CE/AELE et ont partagé le point de vue suisse selon lequel une réponse substantielle à cette Déclaration pourrait être donnée par les Ministres de l'AELE lors de leur réunion de décembre prochain.

La Norvège et la Suède ont chacune déjà préparé leur liste de domaines additionnels de coopération avec la Communauté extraits du livre blanc sur la réalisation du marché intérieur, mais ces listes sont d'un caractère (trop?) général. Les hauts fonctionnaires de l'AELE qui se réuniront à Genève les 5./6.11.86 n'auront donc pas la tâche facile en mettant au point leur proposition commune à présenter à la Communauté le 20.11.86 à Genève (High Level Contact Group).

La Norvège, comme la Suisse, soutient la proposition suédoise de limiter, lors de la Conférence ministérielle de l'AELE, le nombre de thèmes qui seront abordés et serait favorable à un caractère plus informel des rencontres ministérielles. Un premier essai dans ce sens sera tenté en décembre à Genève.

Aussi bien à Oslo qu'à Stockholm, la discussion a également porté sur l'évolution de l'attitude des milieux politiques et économiques face à la CE. En Norvège, la question de l'adhésion reste un tabou, mais pourrait devenir d'actualité dans les années nonante. A Stockholm, un intéressant échange de vues a porté sur l'interrelation entre l'Uruguay-Round et le suivi de la Déclaration de Luxembourg.

Dans les deux capitales, l'Ambassadeur Lévy a demandé l'ouverture de pourparlers bilatéraux visant à améliorer l'accès au marché pour les fromages suisses.

Comite mixte aele-yougoslavie

le comite mixte aele-yougoslavie a tenu sa reunion annuelle a trondheim (norvege) du 6 au 8 octobre, sous la presidence du ministre norvegien du commerce k. mosbakk. la delegation yougoslave etait conduite par m. o. kovac, membre du conseil executif federal. le chef de la delegation suisse etait l'ambassadeur ph. levy.

le comite a pris connaissance de l'etat relativement inquietant de la situation economique de la yougoslavie ainsi que des mesures recemment decidees par le nouveau gouvernement pour y reme-
dier. il a constate que l'evolution des echanges commerciaux entre les pays de l'aele et la yougoslavie n'avait pas ete satisfaisante au cours des 12 derniers mois.

le comite s'est penche sur les moyens de developper la cooperation dans les 4 domaines qui relevent de son mandat:

- promotion commerciale: l'importance d'actions de promotion en faveur des produits yougoslaves, a effectuer dans les pays de l'aele, a ete reaffirmee. des actions dans ce sens sont prevues pour 1987. la delegation yougoslave a en outre indique son intention d'organiser une "conference d'affaires" en vue de promouvoir le commerce, la cooperation industrielle et les joint ventures.
- Cooperation industrielle: sur la base du rapport final d'un groupe de juristes, le comite a decide de faire editer une nouvelle version de l'ouvrage "industrial cooperation with yugoslavia - legal aspects" tenant compte des recents amendements apportees a la legislation yougoslave dans ce domaine. la delegation yougoslave a annonce que plusieurs lois susceptibles d'avoir des effets sur la cooperation industrielle, feront prochainement l'objet de modifications. la yougoslavie souhaite en outre conclure des accords de protection des investissements.
- tourisme: le secretariat a ete charge de preparer une etude sur les possibilites de cooperation entre agents de voyage ainsi que sur le tourisme de sante en yougoslavie. les experts ont ete invites a poursuivre leurs travaux sur les moyens d'ameliorer les prestations de la yougoslavie dans ce domaine.
- transport: le groupe de travail "transport" a reçu mandat d'etudier le developpement des transports ferroviaires par la yougoslavie - a la lumiere des politiques europeennes de transit et des travaux entrepris dans les organisations internationales competentes -, la poursuite de la modernisation des principaux reseaux de chemin de fer de transit et des axes routiers ainsi que la possibilite d'une participation des pays de l'aele.

le comite a charge le secretariat d'etablir une etude sur le systeme economique de la yougoslavie. il a ete convenu entre pays de l'aele que cette etude ne serait aucunement liee a un changement institutionnel des relations actuelles avec la yougoslavie. la delegation yougoslave n'a d'ailleurs fait aucune proposition allant dans ce sens a trondheim.

en conclusion, on constate que les reunions du Comite mixte aele-yougoslavie ont tendance a devenir un exercice de routine. les yougoslaves dans leur souci de menager leurs partenaires de toutes sortes (77, non-alignes, Comecon, Cee) font preuve d'un manque de preparation et d'initiative regrettable. aussi longtemps que les autorites de belgrade n'auront pas fait un choix quant a certaines options politico-economiques fondamentales, on peut craindre que la cooperation aele-yougoslavie se complaise dans une quietude de mauvais aloi.

1.A.22.14.7.3. - HK/lsInterne VerteilerlisteBetrifft: **Wochentelex 42/86**

Bundesrat Aubert		CFA
Sekretäre Chef EDA	Herr Jaccard Herr Erard	JL ER
Politischer Direktor	Botschafter Brunner	BRE
Chef Sekretariat pol. Direktor	Herr Loréтан	LR
Koordination und Planung	Herr Schaller	SRU
Sekretariat pol. Direktor	Frl. Chollet	W 156
Rechtsberater	Botschafter Monnier	MX
Protokoll	Botschafter Manz Herr Barbey	MA BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ramseyer Herr Speck	RY SPE
Politischer Dokumentationsdienst	Herr Schmalz	SZ
Kanzlei politisches Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Faillettaz Herr Faivet	FA FB
Politische Direktion		
Politische Abteilung I	Botschafter Pianca Herr Wyss Herr Fetscherin (KSZE) Herr Faessler Herr de Dardel	PIA WS FN FCH DJ
Politische Abteilung II	Botschafter Rüegg Herr Blickenstorfer Herr Strauch	RUE BLI STH
Sektion für konsularischen Schutz	Herr Robert	RO
Auslandschweizerangelegenheiten	Minister Leippert	LT
Fremde Interessen	Herr Ghisler Herr Flückiger	GH FK
Direktion für internat. Organisat.	Botschafter Muheim Minister Staehelin Minister Lautenberg	MF SIN LA
Sektion Vereinte Nationen und internat. Organisationen	Herr von Graffenried	GV

Sektion internationale wissenschaftliche Angelegenheiten	Herr Creola	CRE
Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten	Herr Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Herr Theurillat	TB
Information über UNO-Angelegenheiten	Herr Bucher	BUJ
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Reimann	KT STR REI
Sektion Völkerrecht	Herr Imhof	IH
Sektion Entschädigungsabkommen	Herr Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Herr Rubin	RC
Sektion Landesgrenze und Nachbarrecht	Herr Dubois	DS
Sektion Verkehr	Herr Hulliger	HG
Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger	Basel
Generalsekretariat	Botschafter Wermuth Herr Indermühle Herr Ruf	WER IND RG
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals	Herr Bodenmüller	BOD
Personalsektion	Herr Kaiser/Herr Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen	Herr Trinkler	TK
Verwaltungsinspektorat und konsularische Angelegenheiten	Herr Castelli	CS
Kuriersektion	Herr Scheurer	SR
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertretender Direktor	Herr Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Herr Blaser	BL
Vizedirektor	Herr Giovannini	GI
Vizedirektor	Herr Högger	HL
Informationsdienst	Herr Leuzinger	LP
Multilaterale Angelegenheiten	Herr Pasquier	PA
Sektion Internationale Hilfswerke	Herr von Muralt	MD
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke

1 Ex. Délégation suisse près l'AELE, 1 Ex. Mission permanente, Genève
30 Ex. BAWI, Büro 81, Bundeshaus Ost (vom Wochentelex nur 31 Ex.)

(vom Wochentelex 1 Ex. an Raymond Probst, a. Staatssekretär,
Brunnadernstr. 76, 3006 Bern)

EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den

14. Oktober 1986

Informations- und Pressedienst

1.A.22.14.7.3. - HK/ls

Sa 14. Okt. 86 12

V E R S A N D L I S T E

Betrifft: **Wochentelex** 42/86 vertraulich

DIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan	Djeddah	New York / UNO
Abu Dhabi	Dublin	Oslo
Addis Abeba	Guatemala	Ottawa
Akkra	Hanoi	Panama
Algier	Harare	Panmunjom
Amman	Havanna	Paris
Ankara	Helsinki	Paris / OECD
Asuncion	Islamabad	Paris / UNESCO
Athen	Jakarta	Prag
Bagdad	Kairo	Pretoria
Bangkok	Khartoum	Quito
Beijing	Kigali	Rabat
Beirut	Kinshasa	Rom
Belgrad	Kopenhagen	San José
Berlin DDR	Kuala Lumpur	Santiago de Chile
Bogota	Kuwait	Singapur
Bonn	Lagos	Sofia
Brasilia	La Paz	Stockholm
Brüssel	Lima	Strassburg / Europarat
Brüssel / Mission	Lissabon	Söul
Budapest	London	Tananarive
Buenos Aires	Luanda	Teheran + Fremde Inter.
Bukarest	Luxembourg	Tel-Aviv
Canberra	Madrid	Tokio
Caracas	Manila	Tripolis
Colombo	Maputo	Tunis
Conakry	Mexico	Warschau
Dakar	Monrovia	Washington
Damaskus	Montevideo	Wellington
Dar es Salaam	Moskau	Wien
Den Haag	Nairobi	Yaoundé
Dhaka	New Delhi	
		Genf / IO

GENERALKONSULATE:

Hong Kong	97 Vertretungen
Mailand	+ 5 Generalkonsulate
München	-----
New York	102 total
Frankfurt	=====

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Presse- und Informationsdienst

Bern, den 14. Oktober 1986

VERTRAULICH

i.A.22.14.7.3. - HK/is

T E L E G R A M M (CH)

Wochentelex 42/86

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- | | | |
|-----------------------------------|-----------------------|-------------------------------|
| - Accra | - Den Haag | - Peking |
| - Addis Abeba | - Dublin | - Prag |
| - Algier | - <i>Havanna</i> | - Pretoria |
| - <i>Amman</i> | - Helsinki | - Rabat |
| - Ankara | - <i>Guatemala</i> | - Riad |
| - Athènes | - Kairo | - Rome |
| - Bagdad | - <i>Kinshasa</i> | - Santiago |
| - Bangkok | - Lagos | - Stockholm |
| - Beirut | - Lissabon | - Strassburg Repr. |
| - Bonn | - London | - Teheran |
| - Brasilia | - Luxemburg | - Tel Aviv |
| - Brüssel
Botschaft + Mission) | - Madrid | - Tokio |
| - Budapest | - Mexiko | - Warschau |
| - Buenos Aires | - Moskau | - Washington |
| - Bukarest | - Nairobi | - Wien |
| - Canberra | - New Delhi | |
| - Caracas | - New York/Swissobser | |
| - Dar es Salaam | - Ottawa | |
| | - Oslo | |
| | - Paris (auch OECD) | |

b) mit Kurier an alle übrigen diplomatischen Vertretungen sowie an die Generalkonsulate Hong Kong, New York, Mailand, München und auch an die Delegation in Panmunjom.

c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information

d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrations-